



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 26 - 16 septembre 1974

sommaire



page 3 :

ETHIOPIE : LA CHUTE SANS
GLOIRE D'UN EMPEREUR

page 5 :

MOZAMBIQUE : REcul DES
CANDIDATS A L'OPPRESSION

page 6 :

EN BREF D'AFRIQUE



prix: 1 Franc

L'OPPRESSEUR COLONIALISTE CHASSE DE LA GUINEE-BISSAU :

UNE LEÇON, UN EXEMPLE POUR TOUS LES OPPRIMES

Depuis le 10 septembre, le Portugal reconnaît officiellement l'indépendance de la Guinée-Bissau. Il aura fallu treize ans de lutte armée, de sacrifices, de souffrances du peuple guinéen pour que la bourgeoisie portugaise, incapable de gagner la guerre de répression, décide enfin d'abandonner la partie, pour qu'enfin cesse la honte de la domination coloniale.

La reconnaissance de l'indépendance est une victoire de tous ces opprimés, de tous ces exploités, de tous ces paysans pauvres, de tous ces travailleurs de la Guinée-Bissau qui ont supporté tous les sacrifices de la lutte d'émancipation. En contraignant l'Etat portugais à mettre fin à l'oppression coloniale, ils ont démontré, comme l'ont démontré les opprimés vietnamiens, que même une armée puissante, pourvue de tous les instruments de torture modernes, ne peut rien contre les opprimés, si ceux-ci sont déterminés à combattre. La signification de leur victoire dépasse les limites de leur petit pays. C'est une leçon, c'est un exemple pour tous les opprimés du monde.

Bien sûr, la conquête de l'indépendance politique de la Guinée-Bissau ne signifie pas encore l'émancipation sociale de tous les exploités de ce pays. Le PAIGC, le parti qui a dirigé la lutte d'émancipation, ne s'est pas fixé cet objectif-là. Ce n'est pas un parti qui représente les intérêts des exploités de ce pays, et encore moins les intérêts des travailleurs guinéens. Ce n'est pas un parti qui cherchait à organiser les travailleurs guinéens afin que ceux-ci, en alliance avec leurs frères, les paysans pauvres des campagnes, tout en chassant les colonialistes portugais, conquièrent eux-mêmes et pour eux-mêmes le pouvoir politique. Ce n'est pas un parti qui, une fois le pouvoir conquis par les travailleurs, aurait conduit ces derniers à s'attaquer radicalement à toutes les inégalités sociales à l'intérieur du pays et qui aurait pu chercher à s'adresser aux travailleurs du monde entier, afin que ceux-ci engagent de leur côté la lutte décisive contre la classe capitaliste exploiteuse, en particulier dans ses citadelles des pays impérialistes. Pourtant, tant que les inégalités sociales demeurent en Guinée-Bissau même, tant que le règne du Capital demeure sur le monde, la misère des exploités ne connaîtra pas encore de fin, leur victoire définitive n'est pas encore acquise.

Le PAIGC n'était pas un tel parti, car un tel parti, le parti révolutionnaires des travailleurs, n'existait pas en Guinée-Bissau, pas plus qu'il n'existe dans d'autres pays d'Afrique ou du monde. Alors, les opprimés de Guinée-Bissau ont mené leur combat derrière le PAIGC, car c'était le seul parti qui leur avait permis de se battre contre le pouvoir colonial honni.

L'Etat qui vient de naître sous la direction du PAIGC ne sera pas celui des travailleurs de ce pays. Cela, il faut que les travailleurs conscients d'Afrique le sachent. Comme il faut qu'il sachent que, sous la protection de ce nouvel Etat, les couches privilégiées guinéennes chercheront inmanquablement à se renforcer et à prendre la place des privilégiés du colonialisme. La veste blanche sera remplacée par la veste noire. Les exploités guinéens ne peuvent pas en rester à l'idée que leur victoire définitive est acquise. Il leur faudra apprendre à s'organiser, cette fois-ci à part des autres classes de la société guinéenne pour être en mesure de défendre leurs intérêts face à des exploités issus du peuple guinéen lui-même.

Mais l'Etat indépendant de Guinée-Bissau n'aura pu naître sur les ruines du colonialisme portugais que grâce au combat des opprimés. Et, même si les exploités de Guinée-Bissau auront encore bien des combats à mener pour conquérir leur émancipation sociale, les travailleurs révolutionnaires saluent la victoire remportée sur l'oppression coloniale et sont pleinement solidaires de ceux qui l'ont conquise.

ETHIOPIE :

LA CHUTE SANS GLOIRE D'UN EMPEREUR

Le lendemain du 11 septembre 1974, nouvel an éthiopien, avait cette année une allure de fête. C'était la fin du règne du monarque Haïlé Sélassié.

Il a été destitué officiellement le 12 septembre par le Comité militaire qui, depuis quelques mois, intervenait de plus en plus dans la politique du pays.

Haïlé Sélassié était l'homme qui représentait un système féodal dans lequel 95 % de la population, paysanne, était exploitée jusqu'à l'os. Les trois quarts de leurs récoltes sont empochés par l'Etat, l'Eglise, les féodaux. Il suffit qu'arrive un cataclysme naturel comme la sécheresse, pour que ces paysans pauvres, qui n'ont bien sûr aucune réserve de récolte, meurent de faim. Plus de 100 000 sont déjà morts, aucune solution d'aide et de secours efficaces n'est mise en oeuvre pour les deux à trois millions qui sont touchés par la famine.

Haïlé Sélassié était le représentant suprême et le symbole de la domination de l'aristocratie foncière. De cette aristocratie foncière qui, en ayant le monopole du sol, draine et accumule à son profit le surplus produit dans les campagnes, voire même plus que ce surplus. Mais cette accumulation ainsi réalisée par l'exploitation forcée des paysans-métayers n'a même pas conduit à un minimum de développement industriel sur une base capitaliste. Les grands seigneurs dépensaient leur richesse colossale en dépenses de luxe fastueuses, ou encore la mettaient à l'abri dans les banques occidentales. A part quelques investissements mineurs — telle cette fameuse brasserie dont le bailleur de fonds en sous-main était l'empereur lui-même —, les richesses volées aux paysans pauvres étaient drainées vers l'économie des pays impérialistes.

La domination économique et sociale des grands seigneurs terriens était à la base de l'immobilisme économique du pays ; immobilisme qui fait que l'Ethiopie reste un des pays les moins développés d'Afrique. Situation qui, si elle faisait l'affaire d'une couche sociale féodale étroite, non seulement pesait sur la paysannerie directement exploitée par cette couche, ou sur les classes exploitées des villes, mais était même contraire aux intérêts de la faible bourgeoisie locale.

A travers Haïlé Sélassié et les grands dignitaires qui l'entouraient, c'est cette couche féodale qui monopolisait également le pouvoir politique. Elle s'en servait pour s'opposer à toute réforme, à toute tentative de modernisation, à toute évolution qui aurait pu compromettre un tant soit peu ses privilèges.

La domination aussi totale d'une classe exploiteuse aussi anachronique n'a pu se perpétuer, sur le plan intérieur, que par une dictature féroce. Même les représentants modérés de la bourgeoisie étaient considérés comme de dangereux éléments subversifs dès lors qu'ils préconisaient des changements. Ils n'avaient d'ailleurs guère voix au chapitre : les institutions officielles représentaient toutes les intérêts de l'aristocratie foncière. Toute liberté démocratique, celle d'expression, de réunion comme d'association, était absolument proscrite. Ne citons qu'un exemple de la façon dont les plus élémentaires formes d'association, même apolitiques, étaient réprimées. Ainsi, en 1968, des commerçants et des petits propriétaires terriens de la région d'Oromo se sont associés pour construire des hôpitaux et des écoles dans cette région d'Ethiopie qui en était dépourvue. Au lieu de les aider, le gouvernement avait arrêté une centaine des membres de cette association, emprisonnés, condamnés ou assassinés des dirigeants comme Momo Mezemer, Tadesse Berou et Haïlé Meleko Guemeda.

Sur le plan extérieur, la domination de cette classe féodale reposait sur l'impérialisme. C'est l'impérialisme, en particulier américain, qui aidait, de ses crédits et de son aide militaire, Haïlé Sélassié. C'est grâce à cette aide que ce régime anachronique a pu se maintenir si longtemps.

Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, non seulement ceux qui pensaient en fonction des intérêts des exploités, mais même ceux qui se plaçaient du point de vue d'un développement bourgeois de ce pays, aspiraient à un changement. Mais, en l'absence de partis, ou d'organismes représentatifs où auraient pu s'exprimer les couches bourgeoises désireuses de tels changements, c'est l'armée qui est devenue le porte-parole tinide des aspirations d'une bourgeoisie tinorée. En effet, comme dans bien d'autres pays sous-développés, les cadres moyens et subalternes de l'armée étaient proches, de par leur recrutement, de par leurs préoccupations comme de par leur formation, des classes moyennes. De surcroît, paradoxalement, dans un pays despotique comme l'Ethiopie, c'est encore à l'intérieur de l'armée qu'existait la possibilité de discussion, de prises de contact et d'association, qui étaient infiniment plus difficiles ailleurs.

Aussi, après les mutineries de février — qui avaient concrétisé la prise de conscience de l'armée de ce qu'elle avait un rôle à jouer — et après les reclassements qui se sont opérés en son sein par l'élimination des officiers supérieurs le plus directement liés au régime, l'armée avait entrepris d'éliminer les représentants de la caste féodale du pouvoir politique. Elle avait commencé par éliminer progressivement tout l'entourage de l'empereur, avant d'éliminer ce dernier. Elle a pu le faire d'autant plus facilement que, dans cette tâche, elle avait bénéficié du soutien, ou du moins de la sympathie non seulement de couches petites-bourgeoises qui aspiraient à des changements (étudiants, commerçants, voire le bas clergé), mais également de classes exploitées, insuffisamment conscientes et organisées pour prendre elles-mêmes, et dans leur propre intérêt, la direction de la lutte contre l'autocratie. Et il faut ajouter que l'ampleur de la famine et la responsabilité évidente de l'empereur et de la caste féodale dans cette catastrophe ont exaspéré tous les mécontentements.

Mais, si l'armée avait pris la tête du mouvement visant à éliminer la caste féodale du pouvoir politique, elle l'avait fait avec une prudence et une lenteur extrêmes. De toute évidence, elle voulait garder l'initiative des opérations, et elle ne voulait pas surtout que les classes exploitées s'en mêlent et se mobilisent. C'est ainsi qu'on a vu l'armée, en même temps qu'elle arrêtait des personnages compromis avec le régime, intervenir contre les grèves. Elle ne voulait même pas de la mobilisation étudiante, et elle n'a montré à plusieurs reprises.

C'est ainsi encore que, non seulement elle avait refusé de faire appel à la population d'Addis-Abéba pour chasser le monarque haï, mais que la première décision de la junte a été d'interdire toute manifestation, toute grève.

Alors, sur le plan politique, l'armée est parvenue à ses fins. La monarchie absolutiste est tombée et ce n'est pas l'initiative prudente de garder le trône en y mettant le fils important d'Haïlé Sélassié qui y changera quelque chose. Mais, non seulement il est certain que les classes exploitées ne peuvent pas attendre un changement radical de leur sort du putsch — les militaires putschistes ont donné suffisamment de preuves de leur méfiance profonde à l'égard de ces classes —, mais il n'est même pas dit que le nouveau pouvoir sera capable d'entreprendre des réformes un tant soit peu notables. Sur ce plan-là, c'est l'avenir qui dira si l'Ethiopie empruntera la voie d'une sorte de nassérisme ou si le nouveau régime sera incapable de procéder ne serait-ce qu'aux quelques changements auxquels avaient procédé en leur temps les jeunes officiers égyptiens après avoir renversé le roi Farouk.

MOZAMBIQUE :

RECUK DES CANDIDATS A L'OPPRESSION

L'annonce des accords de Lusaka, prévoyant l'indépendance du Mozambique et donc la fin de la domination coloniale directe, a aussitôt été suivie par la tentative de putsch de quelques milliers de "petits blancs" de Lourenço-Marquès, visant à empêcher cette échéance.

La tentative a rapidement échoué. Non pas certes en raison de l'attitude de l'Etat portugais qui se contentait de tergiverser et de laisser l'initiative aux putschistes et à ceux qui étaient susceptibles de les aider de l'extérieur. Cette attitude n'a d'ailleurs rien d'étonnant : si la bourgeoisie portugaise a fini par se décider à décoloniser, ce n'est certes pas parce qu'elle s'est convaincue du droit légitime de la population africaine du Mozambique à disposer d'elle-même. Elle a décidé de partir car, devant le développement de la lutte pour l'indépendance, rester lui coûtait trop cher. Mais elle n'avait nullement pour autant l'intention d'empêcher les régimes racistes de la Rhodésie ou de l'Afrique du Sud de jouer leur propre jeu.

Pour des raisons tant politiques qu'économiques, ces deux régimes ont du mal à se faire à l'idée — et c'est bien le moins qu'on puisse dire — de perdre ce glacis que constituaient pour eux le Mozambique et l'Angola colonisés. Ils ne pouvaient que souhaiter qu'un régime de type rhodésien prenne la succession du colonialisme portugais. Ou, à défaut d'un tel régime, ils se seraient encore volontiers accommodés d'un éclatement du Mozambique et de la création, au moins dans la région de Lourenço-Marquès où se trouve concentrée une plus forte minorité de colons portugais, d'un petit Etat appuyé sur ces colons. Outre les avantages politiques du maintien d'un glacis, même plus réduit, une telle sécession aurait permis à la Rhodésie de garder un débouché direct sur l'Océan indien.

L'une comme l'autre des tentatives supposait justement que les colons portugais du Mozambique se nobilitent, créent une situation de fait, et permettent aux armées d'Afrique du Sud et de la Rhodésie d'intervenir.

Une telle mobilisation était prévisible. Le colonialisme portugais avait créé une situation qui la rendait même très probable. C'est en effet le régime colonial qui avait favorisé pendant des années l'immigration des colons portugais, précisément pour se donner un appui social ; c'est encore le colonialisme qui avait donné à ces "petits blancs", souvent pauvres en arrivant, des privilèges par rapport à la majorité africaine ; c'est encore le colonialisme qui avait associé les colons à toute sa politique de répression, faisant en sorte que les deux communautés se haïssent ou se craignent.

Aveuglés par la perte de leurs privilèges, les colons avaient, de fait, fini par se révolter. Ils l'ont fait d'ailleurs probablement convaincus d'être appuyés par les régimes racistes voisins.

Seulement, apparemment, ces derniers ont jugé tout compte fait plus prudent, du moins cette fois-ci, de ne pas s'engager dans l'aventure. Car ils savaient qu'en intervenant ils risquaient de trouver toute la population africaine unie contre eux.

Depuis des mois, déjà, une vague de révolte paysanne puissante déferle sur le nord du pays. A l'annonce du putsch, les faubourgs africains de Lourenço-Marques eux-mêmes commencent à s'ébranler. L'intervention sud-africaine ou rhodésienne risquait, dans ces conditions, de se trouver face à une mobilisation autrement plus puissante que celle que les armées portugaises n'avaient pas réussi à vaincre. La crainte des opprimés a fait reculer les candidats à l'oppression.

Est-ce la dernière tentative de ce genre ? Rien ne permet de l'affirmer avec certitude. Et, surtout, rien ne permet d'affirmer que, dans le cas de l'Angola, où la concentration des colons portugais est plus grande, la même tentative ne sera pas entreprise et, cette fois-là, soutenue de l'extérieur. Dans les deux cas, la seule garantie pour ceux qui avaient durement lutté pour conquérir le droit à l'existence nationale, est de rester mobilisés, armés et prêts à défendre les acquis des combats passés.

EN BREF D'AFRIQUE...

LES BANDITS DE GRAND CHEMIN

Il ne suffit pas au gouvernement malien de voler les petites gens par l'intermédiaire de l'impôt. Tous les moyens sont bons pour prendre de l'argent même à ceux qui en ont le moins.

C'est ainsi que, si un travailleur veut aller travailler en France, par exemple, on exige qu'il ait un passeport et un visa. Sur la demande de passeport, il faut coller un timbre de 1 000 francs maliens. Si la demande est acceptée, il faut déposer une caution de 154 000 F. Puis, il faut encore 4 000 F pour les timbres et 1 000 F à la signature. Soit, au total, 160 000 F à déboursier !

Et l'ambassade du Mali à Paris a encore le culot d'affirmer que le visa n'est pas nécessaire entre la France et le Mali. De fait, il n'est pas nécessaire pour les Français allant au Mali. Mais, pour ceux qui ont le malheur d'être obligés de quitter le Mali pour se faire exploiter en France, il faut une somme qui est colossale pour bien des familles de paysans pauvres !

Le racket aux frontières ne se limite pas à cela. Pour se rendre dans des pays voisins, il faut une carte d'identité, un laissez-passer et un certificat de vaccination. Malheur à celui qui n'en a pas !

Ainsi, pour ne citer que cet exemple-là, sur les quelque 1 200 kilomètres de route entre Bamako et Gagnoa (en Côte-d'Ivoire), il y a plusieurs dizaines de postes de police. À chacun, on demande les papiers. Oh ! ce n'est pas qu'on ne vous laisse pas passer, même s'il vous manque le certificat de vaccination par exemple... Mais on demande 1 000 F à chaque passage !

Comme quoi, même le certificat de vaccination ne vise pas à prévenir la contagion ; c'est un moyen de plus pour voler de l'argent.

Alors, comment chasser la corruption, lorsque c'est l'Etat lui-même qui est corrompu de la tête aux pieds...

LORSQUE HOUPHOUËT IMITE SES MAÎTRES

Etre un travailleur en Côte d'Ivoire n'est certainement pas une situation de privilégié. Pour ne citer que ces deux exemples : sur une plantation de bananes de Gagnoa — appartenant en général à des sociétés françaises — la paie est l'équivalent de trois à cinq francs français par jour. Sur les chantiers de construction de San Pedro, un manoeuvre ne peut guère compter dépasser les 10 000 F CFA par mois.

Pourtant, il est quasiment impossible pour un travailleur originaire d'un autre pays d'Afrique, pour un Malien ou un Voltaïque, par exemple, de se faire embaucher même à ces tarifs. Le gouvernement de Houphouët-Boigny impose une véritable discrimination à l'égard des travailleurs qui ne sont pas originaires de la Côte d'Ivoire.

Serviteur avoué des impérialistes, Houphouët-Boigny a bien appris la leçon auprès des gouvernements de ses maîtres, en particulier auprès du gouvernement français : tout comme en France, on n'hésite pas à employer de la main d'oeuvre immigrée lorsque les intérêts des propriétaires des plantations, des exploitations forrestières ou des entrepreneurs de construction l'exigent. Mais on les jette dehors dès que ce n'est pas le cas.

OU VA L'ARGENT DE NOS IMPOTS

Après une longue période de sécheresse, des pluies torrentielles sont tombées sur certaines régions du Mali. Le 24 août, une véritable inondation a détruit plusieurs dizaines de maisons et détérioré un grand nombre d'autres à Bamako. Et, surtout, cette inondation a fait plusieurs morts.

Comme par hasard, les quartiers touchés par la catastrophe étaient, pour l'essentiel, les quartiers pauvres : Badalabougou, Fiabougou, Bamako 1, Bamako 2, etc. Car ces quartiers manquent de canalisations, manquent de moyens d'évacuer les eaux. Et les maisons bâties avec des torchis sont à la merci de la moindre montée des eaux.

La carence de l'Etat, incapable d'effectuer les travaux d'endiguement du Niger, incapable même d'empêcher que les ruisseaux débordent et emportent les maisons, est tellement évidente que même l'Essor, organe du Comité militaire, le reconnaît partiellement.

Mais l'Etat n'a pas d'argent pour des travaux d'utilité publique, il n'a pas d'argent pour des infrastructures indispensables. Non qu'il ne fasse pas rentrer l'argent des impôts avec la dernière rigueur sur le dos des travailleurs et des paysans. Mais cet argent sert à d'autres usages, à entretenir quantité de parasites, militaires et policiers, à assurer aux dignitaires du régime un train de vie de nouveaux riches.

* * *

*

Où va l'argent des impôts ? Voilà encore la question que pourraient se poser, à propos d'autres exemples encore, ceux qui ne savent que trop bien qu'il sert à entretenir des privilèges.

Les villageois de Teyssibi avaient demandé aux autorités locales de faire construire un dispensaire, indispensable pour le village comme pour toute la région. Le gouvernement ose demander aux villageois de verser un million de francs maliens pour commencer les travaux.

Comment démontrer de façon plus claire que l'argent des impôts ne sert pas à construire des hôpitaux ou encore des écoles, puisque, pour financer ces dépenses-là, utiles pour tous, l'Etat redemande de l'argent !

Et, si les habitants ne peuvent pas payer un deuxième impôt, alors qu'il ont déjà bien du mal à payer le premier, eh bien, ils n'ont ni école, ni dispensaire. Des arrondissements entiers en manquent, comme cet arrondissement de Haourou, où les malades originaires de certains villages doivent parcourir 200 kilomètres à dos d'âne pour pouvoir se faire soigner.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.